

Actes de la Rencontre Education à l'agriculture et à l'alimentation en Île-de-France

Jeudi 14 novembre 2013

9h - 17h

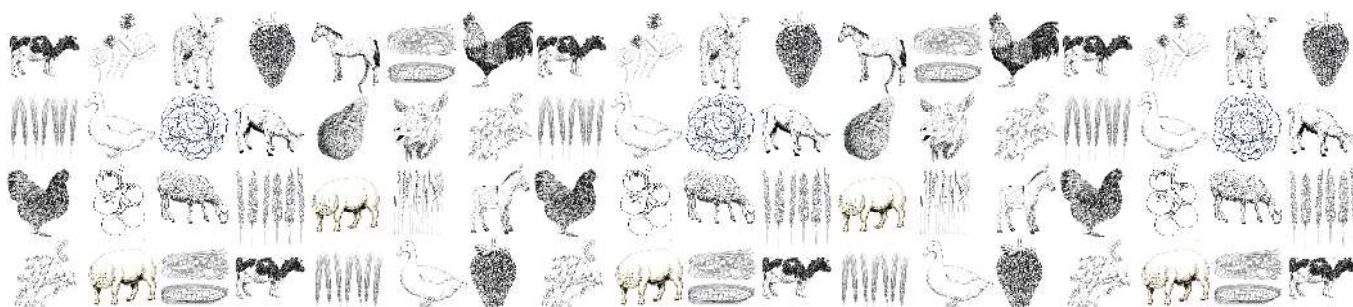
Bergerie nationale – Rambouillet

Organisée par :



île de France

Financée par :



Sommaire

Introduction	3
Présentation des participants	6
Actions régionales et territoriales	7
Etat des lieux des Fermes Pédagogiques en Île de France	7
Quelle dynamique régionale pour l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation, supports de Développement Durable ?.....	9
Trois exemples d'actions du régional au local	12
Exemple d'action régionale : points info-ressources du GAB	12
Exemple d'action territoriale : les actions de Marne et Gondoire.....	12
Exemple d'actions locales sur le plateau de Saclay	12
Atelier 1 – Echanges sur la dynamique régionale des acteurs de L'EAA	15
Animation	
Atelier 2 - Les outils pédagogiques et les actions pour les élèves de primaire	20
Témoignage de Nicolas Girardot - Agence des Espaces Verts : programme agriculteurs juniors	
Témoignage de Benjamin Canon - ferme d'Ecancourt	
Atelier 3 : Opérations et Communication à Envergure Régionale	26
Témoignage de Jérôme Kohn – CERVIA Paris Île-de-France	
Témoignage de Julien Couaillier - Passion Céréales	
Atelier 4 : Les outils pédagogiques et actions pour les élèves de secondaire	30
Témoignage de Françoise Ribola, inspectrice SVT, chargée de l'EDD, Académie de Versailles	
Témoignage de Lolita N'Sonde - GAB Île-de-France	
Atelier 5 : Événementiel à destination du grand public	32
Témoignage de Julie Tisseront – Parc Naturel Régional de la Haute vallée de Chevreuse	
Témoignage de Sonia Sarmiento - Ferme de Paris	
Atelier 6 : Outils permanents à destination du grand public	36
Témoignage de Marion Le Quéré – Parc Naturel Régional du Gâtinais Français	
Témoignage de Diego Courtois - Fondaterra	
CONCLUSION de la journée :	39

Introduction

Christine LANG, directrice de la Bergerie Nationale de Rambouillet

La Bergerie Nationale est un Etablissement public National. Elle est constituée :

- d'un centre de formations CFA et CFPPA de 300 apprentis, sur les métiers du cheval, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, de la santé animale.
- d'un centre équestre comme support d'enseignement,
- d'une ferme polyculture-élevage avec 50 vaches laitières et 30 vaches allaitantes, 500 moutons de différentes races dont la race Mérinos de Rambouillet (race en conservation et curiosité scientifique) et des poules pondeuses BIO et commercialise ses produits en circuit-court dans sa boutique sur place ainsi que dans les magasins environnants. La Bergerie nationale étant ouverte au public, la ferme dispose également de quelques autres animaux, supports pédagogiques des animations proposées.
- Le département 3DFI, regroupant vingt personnes, travaille plus particulièrement sur l'agroécologie (préoccupation du ministère) et plus généralement sur l'agriculture durable et l'alimentation en publiant des ressources sur l'alimentation, l'agriculture, la consommation, le « mieux consommer - mieux manger ». Il travaille à la déclinaison du développement durable dans les territoires ruraux et périurbains pour l'ensemble des activités de production et de transformation agricole et sylvicole, ou des activités dans leur prolongement (alimentation, accueil, etc.). Cette déclinaison conduit à mettre en œuvre des actions d'éducation au développement durable du citoyen au professionnel.

De plus, la Bergerie Nationale a été labélisée « Maison de l'alimentation » en 2011.

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Présentation de la journée : déroulement, organisation, timing

Voir fichier [flyer 14 Nov2013.pdf](#)

Corinne Rufet, vice-présidente en charge de l'Environnement, l'Agriculture et l'Energie, Conseil régional d'Île de France

« Bonjour.

Je suis Corine Rufet Vice-présidente de la Région Île-de-France en charge de l'environnement, de l'agriculture et de l'énergie.

C'est un plaisir pour moi d'être parmi vous. Faire trois heures de route aller-retour pour rester dix minutes avec vous et vous souhaiter la bienvenue, c'est signifiant. Je souhaite vous passer un certain nombre de messages, vous dire à quel point la Région Île-de-France est actuellement extrêmement engagée sur les questions de l'agriculture, de l'alimentation et de l'éducation à l'environnement. Il y a une sorte de convergence des enjeux et des propos. Le fait est que la journée que vous organisez aujourd'hui est complètement dans notre actualité régionale ; notamment parce qu'au cours de l'assemblée régionale de la semaine prochaine, le groupe des élus écologistes d'Île-de-France va apporter une niche (une niche, comme à l'assemblée nationale, est la possibilité qu'ont les groupes politiques à la place des ministres, donc ici à la place des vice-présidents, de porter un projet de délibération) sur la question de l'alimentation, sur « comment réfléchir » sur la question de l'alimentation en Île-de-France d'un bout à l'autre de la chaîne.

Il est vrai que cette proposition ne vient pas complètement de nulle part. De fait, on sait tous et toutes ici que l'alimentation est un sujet qui préoccupe de plus en plus les franciliennes et franciliens, et les français d'une manière générale. La succession de dysfonctionnements de l'industrialisation de l'agro

alimentaire, les rapports officiels divers et variés qui démontrent un certain nombre de problèmes autour de la manière dont l'industrie agro alimentaire nous propose de nous alimenter, tout cela fait que le groupe écologiste, et j'espère l'assemblée régionale dans son ensemble, s'est dit qu'il fallait réfléchir sur ce sujet important et proposer des solutions d'un bout à l'autre de la chaîne de l'alimentation, du foncier agricole jusqu'à l'assiette. C'est pourquoi d'ailleurs cette niche s'appelle « de la terre jusqu'à l'assiette ».

En 2003, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont démontré que la plupart des maladies chroniques (telles que l'obésité, le diabète, les maladies cardio vasculaire) et un certain nombre de cancers sont directement liés à une mauvaise alimentation. On sait que cette mauvaise alimentation est corrélée à des faibles niveaux d'éducation et de revenus ; mais pas parce que les pauvres mangeraient mal par vocation, mais bien parce que la nourriture qui leur est accessible est de piètre qualité. Et c'est bien là ce que nous, et moi en tant que politique, devons prendre en compte : c'est comment faire pour que les plus précaires qui, par ailleurs sont les plus touchés par les maladies liées par une piètre alimentation, puissent avoir accès à une alimentation de meilleure qualité et à un coût pondéré. Cette problématique préoccupe beaucoup les élus et moi en particulier. En Île-de-France, un quart de la population francilienne déclare être atteinte d'une maladie chronique, c'est deux millions trois cent milles personnes. On sait qu'un changement radical dans son alimentation et un accès à une alimentation de bonne qualité peut changer les choses sur la question des maladies chroniques.

Je vous parle de ça parce que je pense que les questions de la santé et de l'alimentation sont intimement liées, que ce sont des sujets sur lesquels le monde agricole peut avoir un rôle à jouer et pour nous, c'est important de relier ces différents points.

Si vous êtes présents aujourd'hui, et en fait je prêche quand même un peu des convaincus puisque vous êtes venus jusqu'à la Bergerie Nationale, c'est une très bonne chose. Votre action en Île-de-France est d'autant plus nécessaire que l'enjeu que l'on a actuellement est peut-être, et je l'ai dit à plusieurs reprises ces derniers temps, de reconstruire aussi un lien entre le monde agricole francilien et les franciliens. On est dans une sorte de paradoxe : on est probablement dans la région où il y a le potentiel le plus important de clients « consommateurs » et, en même temps, il existe un grand écart entre ceux qui produisent (les agriculteurs) et la population francilienne, avec une forme d'incompréhension ou de méconnaissance ou de non connaissance entre les deux univers. En effet la majeure partie de la production agricole francilienne est vouée à l'exportation, et peut-être que cette méconnaissance vient un petit peu de là. Par exemple, 82 % du territoire francilien cultivé est utilisé pour produire des céréales, des oléagineux et protéagineux qui ont vocation à l'exportation quand, au niveau national, on est à 42 %. Peut-être que la première chose sur laquelle on doit travailler en Île-de-France pour reconstruire ce lien agricole/population est une agriculture avec les produits agricoles plus destinés aux franciliens et moins destinés à l'exportation.

Quand on sait par ailleurs que, pour nourrir l'Île-de-France (c'est-à-dire 16 millions de personnes), nous sommes obligés d'importer 95 % de notre alimentation, on se dit que l'on est dans un paradoxe sur lequel il faut essayer, je pense, de renverser la vapeur, c'est-à-dire :

- essayer de faire que l'Île-de-France nourrisse plus de franciliens qu'elle n'en nourrit actuellement ;
- que l'on arrive à une diversité des productions agricoles plus importante sur le territoire francilien ;
- et surtout un mode de culture plus respectueux de l'environnement que se soit pour des questions de santé direct des agriculteurs, de ceux qui cultivent la terre, que celle des consommateurs.

Moi qui vient d'une famille d'agriculteurs et je pense que beaucoup d'entre vous connaissent cette problématique, nous savons que c'est un enjeu car les cancers se sont plus développés à une époque où les pesticides étaient plus massivement utilisés. Donc, la question d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement défend d'abord les agriculteurs mais protège aussi les consommateurs. Je reviens à

ce que je disais depuis le début : si l'on doit mieux diversifier la production agricole francilienne, il faut qu'elle soit non seulement diverse mais respectueuse de l'environnement car elle a un impact sur notre eau, sur notre santé mais aussi sur la biodiversité. Pour moi qui ai pu faire voter la 1^{ère} région de France à adopter sa stratégie régionale de biodiversité en septembre dernier, la question d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement est évidemment importante.

Enfin nous avons un dernier sujet en Île-de-France qui n'est pas un petit sujet. C'est bien joli de vouloir diversifier notre production agricole, de vouloir qu'elle soit plus destinée aux franciliens qu'à l'exportation et à la spéculation sur des cours divers et variés, mais si ces terres agricoles disparaissent, cela va être compliqué de nourrir mieux et plus les franciliens. En l'occurrence, vous le savez, on a une vraie difficulté, un vrai combat à mener, spécifique à l'Île-de-France. J'ai même du mal à le défendre au sein de l'Association des Régions de France, auprès des autres régions parce qu'ils ne comprennent pas très bien l'enjeu auquel nous devons faire face : c'est la question de la disparition des terres agricoles, c'est la question plus largement de comment on fait cohabiter une région très urbaine en son centre et les franges, c'est-à-dire aussi l'agriculture périurbaine, comment on permet que sur certains territoires, reste, préexiste ou revienne la production agricole au plus près des habitants. Là-dessus, la Région Île-de-France a fait le premier pas, on a fait voter le chemin directeur de la Région Île-de-France, et s'il est imparfait pour certains d'entre nous (les écologistes notamment) c'est quand même un moyen par rapport à ce qu'il y avait avant de stopper un certain nombre de processus d'étalement urbain et ça c'est quelque chose d'important.

Par ailleurs il va y avoir la loi d'avenir et la loi ALUR qui, dans leurs contenus, vont mettre en place des choses qui vont permettre de préserver des terres agricoles et permettre aussi aux jeunes agriculteurs et aux moins jeunes, car dans le bio ce sont les moins jeunes agriculteurs qui s'installent, de revenir sur le territoire francilien.

Le dernier point sur lequel il y a des convergences avec l'objet du débat d'aujourd'hui, c'est que la semaine prochaine je vais soumettre au vote de l'assemblée régionale la modification du soutien de la région aux associations de protection de la nature, de protection de l'environnement et aussi aux structures qui œuvrent dans l'éducation à l'environnement vers le développement durable, et là, hop ! la boucle est bouclée !

Je vous dis ici, que moi, je crois profondément qu'il faut qu'on puisse engager massivement une action d'éducation à l'alimentation notamment auprès des populations les plus précaires, comment on se nourrit, pourquoi et où l'on va se nourrir, dans quelle condition et d'où provient la nourriture. C'est pour moi quelque chose d'extrêmement important. Je disais à mon collaborateur en venant que, dans les années 50 et 60, lorsqu'il y a eu l'exode rural massif vers les grandes villes, lorsqu'on a construit des HLM, des logements sociaux etc., on a essayé de concevoir des jardins ouvriers à côté. Parce qu'on savait que les populations qui venaient travailler en ville dans les usines etc., venaient de la terre et qu'elles avaient un lien avec la terre, qu'il fallait continuer à maintenir ce lien. Après il y a eu l'urbanisation folle, sauvage et de nouvelles populations sont arrivées, pas forcément d'Europe. Cette population, on oublie d'où elle vient, or ces nouvelles populations, en très grande majorité viennent aussi du monde agricole. Elles connaissent le monde agricole avec les spécificités des territoires d'où elles viennent mais elles le connaissent. Et moi, je crois profondément que ces populations déracinées qui sont venues en France pour trouver du travail, qui sont très précarisées et qui sont les plus touchées par les maladies liées à une mauvaise alimentation, sont celles que l'on doit toucher par une éducation à l'alimentation et une reconstruction pour construire du lien vers le monde agricole. Je crois que c'est un véritable enjeu. Je pense que vous allez en parler aujourd'hui, de reconstruction, de lien social et peut être d'une reconstruction d'un vivre ensemble en Île-de-France où, on le sait tous et toutes que le contexte n'est pas super facile en ce moment. Tout cela participe à faire que l'on vive mieux en Île-de-France et cela est mon combat. Merci. »

Présentation des participants

Sandie Fouquet, responsable Accueil et Communication, Ferme de Grignon, AgroParisTech

Se référer au [fichier](#)

Actions régionales et territoriales

Etat des lieux des Fermes Pédagogiques en Ile-de-France

Hélène Sanchez, cheffe de projet Ecocitoyenneté, ARENE Île-de-France

Marie-Sylvie Auffret, chargée de mission Fermes Pédagogiques, Bergerie Nationale 3DFI

La ferme pédagogique est un outil privilégié d'éducation à l'environnement agricole pour tous les publics.

Cette enquête, réalisée par l'ARENE Île-de-France et la Bergerie nationale, a pour objectif de réaliser, à travers un recensement complet, un état des lieux et une cartographie des fermes pédagogiques d'animation et agricoles franciliennes. En effet, il apparaît indispensable de connaître le rôle des fermes pédagogiques au sein des territoires afin de pouvoir les amener à être des relais d'éducation au développement durable. Des passerelles entre les collectivités et les fermes pédagogiques s'avèreront nécessaires pour une cohérence territoriale en matière de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique pour accompagner l'évolution des comportements.

Les perspectives de travail suite aux résultats de cette enquête sont les suivants :

- développer les formations en EEDD agricole ;
- développer des outils et des formations pour acculturer les porteurs de projets ;
- créer des passerelles entre les collectivités et les exploitations agricoles ;
- faciliter la valorisation et la reconnaissance des fermes d'animation des collectivités au sein de leur entité ;
- accentuer la communication des fermes pédagogiques au sein de l'EEDD ;
- renforcer les liens et la complémentarité des savoir-faire ce qui nécessite de créer un réseau régional accessible aux fermes d'animation car le réseau francilien A la Découverte de la Ferme ne regroupe actuellement que des exploitations agricoles pédagogiques.

Plus d'informations sur le [fichier](#)

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Soizic Jean-Baptiste, chargée de mission agriculture, Conseil Général 77

Il est indiqué dans l'enquête que le revenu lié à l'activité pédagogique dans une exploitation agricole est de l'ordre d'1/4 du revenu global, quel est le temps dédié à cette activité ?

Marie-Sylvie Auffret, chargée de mission Fermes Pédagogiques, Bergerie Nationale 3DFI

Le temps accordé est très variable selon les fermes, tout dépend si une personne est attribuée uniquement à l'activité pédagogique. Nous n'avons donc pas de chiffre précis. Cela va d'un temps plein à de l'accueil ponctuel de quelques heures dans l'année.

Patricia Haluska, présidente, Association CSF Dammarie-lès-Lys

Comment les fermes sont-elles labellisées ou agréées fermes pédagogiques ? Est-ce le ministère qui labellise ? Je pense à la ferme de Dammarie-lès-Lys ...

Marie-Sylvie Auffret, chargée de mission Fermes Pédagogiques, Bergerie Nationale 3DFI

Il n'existe pas d'agrément pour qu'une structure soit appelée ferme pédagogique, il y a une définition interministérielle très large qui permet d'englober des structures différentes. Les labels correspondent à des chartes de qualités portées par des réseaux.

Hélène Sanchez, cheffe de projet écocitoyenneté, ARENE Île-de-France

La ferme de Dammarie-lès-Lys est très active en terme d'éducation à l'agriculture et alimentation (EAA) puisque elle a participé à la co-construction d'outils pédagogiques à destination des personnes en situation de handicaps.

Cécile Dispau, Animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France (ADF)

ADF propose un agrément pour les exploitations agricoles, délivré selon un cahier des charges.

Soizic Jean-Baptiste, chargée de mission agriculture, Conseil Général 77

Avez-vous des exemples de partenariats possibles entre les fermes pédagogiques et les collectivités locales ?

Marie-Sylvie Auffret Coquillaud, chargée de mission Fermes Pédagogiques, Bergerie Nationale 3DFI

Beaucoup de fermes d'animation dépendent des collectivités territoriales, elles peuvent avoir des partenariats financiers, des partenariats d'actions avec intégration d'événementiels, travailler avec les conseils généraux par rapport à l'accueil des scolaires.

Hélène Sanchez, cheffe de projet écocitoyenneté, ARENE Île-de-France

Elles font généralement le relais pour l'accueil des scolaires, comme lors de la Semaine du Goût par exemple.

Pascal Legras, président, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Je suis dérangé par les chiffres représentant les différences de pratique Développement Durable entre les fermes d'animation et les exploitations agricoles. Les exploitations agricoles ont des contraintes différentes de celles des fermes d'animation dans leur fonctionnement, je demande à ce que ces chiffres soient retirés de l'étude !

Hélène Sanchez, cheffe de projet écocitoyenneté, ARENE Île-de-France

Ces chiffres ne seront pas retirés de l'étude, il est normal que les fermes d'animation soient plus performantes en DD puisque la plupart ont été créées par des collectivités territoriales. Les chiffres ne disent pas qu'il y a de mauvais élèves, ce n'est pas une critique mais un état des lieux.

Pascal Legras, président, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Je pense que cela cultive une différence, notamment du fait que les exploitations agricoles aient très peu accès au plan climat.

Hélène Sanchez, cheffe de projet écocitoyenneté, ARENE Île-de-France

Les exploitations agricoles peuvent s'intégrer dans la démarche mais il faut créer des passerelles, les PNR peuvent travailler et travaillent aujourd'hui à créer ces liens. Par ailleurs, les plans climat-énergie territoriaux (PCET) sont récents donc en cours de mise en œuvre.

Jean Xavier Saint-Guily, chargé de mission, Réseau Rural et Périurbain, Bergerie Nationale

L'étude met en évidence l'intérêt de s'enrichir, les différentes structures ne proposent pas les mêmes choses, l'enjeu principal est donc de créer des passerelles.

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Ces deux chiffres sont une très grande surprise, il y a quand même 40 % des agriculteurs qui travaillent pour l'EEDD malgré leurs contraintes de fonctionnement contre seulement 60 % des fermes d'animation qui travaillent sur le sujet alors qu'elles ont été créées pour cela au départ !

Quelle dynamique régionale pour l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation, supports de Développement Durable ?

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Suite à la rencontre régionale de 2013 organisée dans le cadre des Assises Régionales de l'EEDD et à la multiplication des acteurs et actions d'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation en Île-de-France, le réseau ADF a proposé une enquête visant à faire avancer les réflexions sur la mise en place d'une dynamique régionale.

Retours d'enquête et propositions : voir [fichier](#)

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Elisabeth Rodrigues Pires, médiatrice scientifique, Conseil Général 94

Avez-vous des informations sur la partie de la production faite et consommée en Île-de-France ?

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Non, il faudrait se tourner vers la DRIAAF et les chambres d'agriculture pour cela.

Jean Xavier Saint-Guily, chargé de mission, Réseau Rural et Périurbain, Bergerie Nationale

Y a-t-il une hiérarchisation des valeurs ?

Michel Riottot, président, Île-de-France Environnement

Y a-t-il une réponse des chambres d'agriculture d'Île-de-France sur le sujet ? Le nouveau président de la SAFER a une ferme pédagogique en Île-de-France...

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Il faut leur demander. Il n'y a pas de stratégie sur l'Education à l'Alimentation et l'Agriculture émanant de la chambre d'agriculture.

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Il faudrait organiser un débat avec les chambres d'agriculture pour savoir quelle est leur stratégie.

Francoise Ribola, inspectrice, Rectorat de Versailles

Est-il possible d'avoir des précisions sur le terme « maintenir une agriculture de proximité en développant le lien social » ? Parle-t-on là des actions d'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation ?

Personne non présentée

La traçabilité des productions échappe aux agriculteurs quand ils livrent à une coopérative ou un grossiste ...

Pascal Legras, président, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Ici on emploie le terme « maintenir une agriculture de proximité » et vous, vous parlez de développement. Ces circuits sont attaqués par l'urbanisation.

Alice Crola, cheffe de projet Agenda 21, Conseil Général 91

Vous dites « préserver une agriculture » et non « préserver des agriculteurs » ?

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Oui, je dis « une agriculture » parce que ce terme peut inclure d'autres acteurs.

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Il s'agit d'une problématique de modèle : le lien avec les consommateurs implique un certain type d'agriculture.

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

Je propose d'utiliser les termes « agricultures et agriculteurs »

La première proposition parle de découvrir des modes de production. C'est d'autant plus important qu'on constate que le grand public a aujourd'hui une vision très monolithique de l'agriculture qu'il est temps de faire changer.

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Il s'agit là de passer de « nourrir le monde » à « nourrir son territoire ».

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Rappelle le besoin de la mise en place d'un groupe de travail.

Personne non présentée

En utilisant le terme « exploitation » agricole, on parle d'exploiter la terre et non vivre avec la terre.

Quelle est la valeur de l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation avec ce type de vocabulaire ? Même question lorsqu'on parle d'utilisation de pesticides et de produits phytosanitaires.

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Il faut effectivement se mettre d'accord sur le vocabulaire à utiliser.

Karine Peiger Dognon, agricultrice du réseau A la découverte de la Ferme Île-de-France, Ferme de Jade

Le terme « agriculture » est un terme générique qui prend en compte les différents types d'agricultures.

Le terme « exploitation » agricole correspond à un statut fiscal et social.

Pascal Legras, président, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Dans 10 à 15 ans la moitié des agriculteurs vont partir à la retraite, les exploitations actuelles font environ 110 ha et leur taille ira forcément en augmentant dans les années à venir. Il faut trouver des solutions. Il faut travailler là dessus, c'est ce sur quoi le débat doit porter : on a les pieds dans la glaise francilienne !

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Nous dépassons le cadre du débat portant sur l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de créer une dynamique régionale intégrant tous les acteurs franciliens (les fermes pédagogiques, les organismes de formations, l'enseignement agricole, les réseaux territoriaux, les jardins pédagogiques, ...) et leurs actions.

Alice Crola, cheffe de projet Agenda 21, Conseil Général 91

Nous n'avons pas encore parlé des chantiers d'insertion, sur le maraichage notamment, qui développent l'insertion et travaillent avec les publics scolaires.

Chantal Auriel, chargée de mission Education au Territoire, PNR du Vexin Français

Nous n'avons pas non plus parlé des PNR.

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Les PNR sont inclus dans les collectivités territoriales puisque dépendent des conseils régionaux.

Véronique Broutin Layous, consommatrice, AMAP de Chatenay-Malabry

Considérez-vous les AMAP comme entrant dans la catégorie des associations ?

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Tout dépend de leur statut et sous réserve qu'elles aient des activités éducatives.

Jean Xavier Saint-Guily, chargé de mission, Réseau Rural et Périurbain, Bergerie Nationale

Les PNR peuvent être intégrés sous une rubrique que l'on pourrait appeler « Territoires de Projets »

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Rappelle les objectifs : voir [fichier](#)

Hélène Sanchez, cheffe de projet Ecocitoyenneté, ARENE Île-de-France

Rappelle l'importance de s'inscrire dans la plate-forme pour promouvoir les agriculteurs et l'agriculture, c'est un moyen gratuit de valoriser toutes ses actions.

Alice Crola, cheffe de projet Agenda 21, Conseil Général 91

La mutualisation est importante, mais attention à ne pas se déconnecter du travail avec les territoires.

Cécile Dispau, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Il s'agit de s'enrichir mutuellement au sein même de la dynamique.

Alice Crola, cheffe de projet Agenda 21, Conseil Général 91

Pense qu'on aura plus affaire à des représentants au sens large alors que le travail sur le terrain regroupera davantage des acteurs locaux.

Trois exemples d'actions du régional au local

Exemple d'action régionale : les points info-ressources du GAB

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

voir [fichier](#)

Exemples d'action territoriale : les actions de Marne et Gondoire

Magali Berton, chargée de mission Agriculture, Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire

voir [fichier](#)

Exemple d'actions locales sur le plateau de Saclay

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cités

Nicolas Girardot, éco-animateur, Agence des Espaces Verts d'Île-de-France

En l'absence de M. Emmanuel Vandame, agriculteur, initialement prévu mais ayant eu un empêchement de dernière minute.

les actions de Terre et Cité : voir [fichier](#)

les actions de l'Agence des Espaces Verts : voir [fichier](#)

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Véronique Broutin Layous, consommatrice, AMAP Chatenay-Malabry

Pour faire le lien à l'assiette, combien de collectivités locales se sont posées des questions sur les circuits courts, ont sensibilisé les communes pour manger autrement au sein des écoles, crèches,... ?

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

Il y a une plate-forme de producteurs bio qui travaillent avec la restauration collective, exemple une crèche de Paris qui a des carottes et pommes de terre bio locales. Cette plate-forme approvisionne aussi des lycées et collèges de l'Essonne.

Magali Berton, chargée de mission Agriculture, Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire

Il n'y a pas assez d'agriculteurs pour répondre à la demande. Il y a seulement 4 agriculteurs sur le territoire Marne et Gondoire qui proposent de la vente directe et ils ont déjà leurs circuits de distribution. Il n'y a pas suffisamment de produits (variété et quantité) à proposer. Les marchés publics semblent être un frein à ce développement.

Le PPNP (**à développer**) est un programme d'actions porté par le Conseil Général pour préserver ce qui existe dans le périmètre.

Pour les circuits courts, il faut réfléchir à l'approvisionnement des restaurations collectives.

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Il y a une demande de cinq communes actuellement pour développer les circuits courts auprès des producteurs (aujourd'hui, seulement 3 produits locaux sont transformés). C'est plus facile d'intégrer des produits locaux transformés car le produit brut à transformer demande trop de logistique, que les collectivités n'ont plus, et cela pose des soucis en terme de réglementation.

Concernant les marchés publics, il s'agit de respecter un cahier des charges rédigé en collaboration avec Terre et Cité et obligeant le prestataire qui répond aux appels d'offres à passer par les produits locaux du territoire.

Michel Riottot, Président, Île de France Environnement

Préserver le foncier sur le plateau est une œuvre collective qui implique également de rénover les chemins et rigoles.

Avez-vous des relations avec Terre de Liens qui rachète du foncier pour le mettre à disposition des agriculteurs ?

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Nous avons effectivement des rapports avec Terre de Liens et les avons mis en contact avec la commune de Magny-les-Hameaux pour installer des Jeunes Agriculteurs sur la parcelle proche d'un éco-quartier, divisée en 3 parties (aviculture, maraichage ...).

Pascal Legras, Président, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Quelles sont vos actions pédagogiques d'Éducation à l'Agriculture et à l'Alimentation ? Quel est le lien avec le foncier ? Comment faire pour préserver le foncier pour des productions alimentaires ?

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Nos actions pédagogiques visent à faire découvrir le monde agricole, ce qui passe par la valorisation des terres et permet donc de préserver le foncier. Le message est construit et présenté par l'agriculteur lors de son témoignage en faisant en sorte que le paysage interpelle sur la préservation de ces espaces. Le sentier d'interprétation est également un outil de valorisation de l'agriculture pour se rendre compte de l'importance de ces terres.

Magali Berton, chargée de mission Agriculture, Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire

La meilleure valorisation c'est d'aller voir les agriculteurs. Il faut sensibiliser sur les parcelles pour valoriser le foncier.

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

La restauration collective ne diffuse pas de message prenant sur le foncier mais la carte de l'Île de France laissée sur le lieu et représentant les exploitations agricoles bio permet aux consommateurs de s'approprier leur région.

Patricia Haluska, Présidente, Association CSF Dammarie-lès-Lys

Il existe une multitude d'initiatives mais on ne peut pas avoir d'éducation pédagogique uniquement en amenant des enfants sur les fermes. Il faut aussi des actions auprès des familles. Les associations créent un lien entre l'éducation formelle et l'éducation populaire.

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Le MNLE (Mouvement National de Lutte pour l'Environnement) a édité une mallette pédagogique sur le blé : les enseignants communiquent sur le projet mais comme il n'y a pas de parcelle disponible sur l'école, le blé est souvent cultivé dans un jardin public autre.

Anne Gaillard, paysagiste, CAUE 94

Comment sensibiliser des enfants d'écoles loin des territoires présentés ? Et surtout les écoles des quartiers défavorisés, en particulier sur le « mieux manger » ? Les activités périscolaires ne permettent pas suffisamment de temps pour se déplacer.

Nicolas Girardot, éco-animateur, Agence des Espaces Verts d'Île-de-France

Il faut alors amener la ferme aux enfants ; Il existe des fermes itinérantes et des agriculteurs qui peuvent se déplacer dans les écoles pour expliquer leurs métiers.

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Il existe aussi des réseaux tels qu'ADF ou le GAB pour les écoles et les familles en milieu urbain et en particulier en milieu défavorisé.

Personne non présentée

Il faut aussi soulever le problème relatif au coût du transport en bus.

Barbara Houalet, responsable, Vivacités Île-de-France

L'enjeu de l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation est de créer un lien ville-campagne et d'aller au plus près du monde agricole. Il y a des réflexions à mener sur les publics cibles de ces actions. Y a-t-il restriction sur les territoires et publics à prioriser ?

Dorothee Kauffmann, animatrice nature, ferme pédagogique du Bel Air

Beaucoup d'écoles viennent à la ferme, beaucoup d'enseignants veulent faire des jardins pédagogiques, des associations récupèrent des friches pour les mettre en valeur, il y a beaucoup d'initiatives mises en place dès qu'un bout de terre se libère, pour exemple, l'association « Sort de Terre » récupère des terres et les cultive ou met des moutons à pâturer. A Bagnolet, il existe aussi l'association Vers de Terre.

Charlène Huttenschmitt, chargée de l'accompagnement des clubs DD dans les collèges, Conseil Général 91

Les actions d'Education à l'Agriculture et les actions d'Education à l'Alimentation et au Goût sont peu représentées. Pourtant, l'éducation au goût est un levier pour créer un lien direct avec les produits locaux, les producteurs,...

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

Il y a toujours une dégustation de produits locaux bio quand on parle d'Agriculture et d'Alimentation, c'est un incontournable de l'action pédagogique

Emmanuel Boutet, coordinateur de projet, les Robins des Bois

Quelles sont les modalités pratiques pour bénéficier des points info-ressources du GAB ? A quel prix, ...

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

Les modules de formation sont gratuits. En 2014, il y aura de nouvelles dates de formation. Nous avons besoin de formaliser les conventions pour définir les cadences de formations.

Florence Godinho, chargée d'animation, Terre et Cité

Dans le cadre d'une animation sur le blé, les participants mangeront le pain qu'ils auront fait, il y a toujours une dégustation de produits locaux.

Concernant les animations périscolaires, il faut les coupler avec les actions de la restauration collective pour faire de l'Education au Goût.

Les animations de Terre et Cité sont gratuites.

Magali Berton, chargée de mission Agriculture, Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire

Pour nous aussi les animations sont gratuites et il y a également toujours une dégustation de produits locaux comme les crêpes « 100 % Marne et Gondoire ».

Atelier 1 – Echanges sur la dynamique régionale des acteurs de L'EAA

Katia Meunier-Caille, chargée de mission, Bergerie Nationale 3DFI

Cécile DISPAU, animatrice réseau, A la Découverte de la Ferme Île-de-France

Suite à la présentation de Cécile DISPAU de l'enquête sur la mise en place d'une dynamique régionale des acteurs de l'éducation à l'agriculture et à l'alimentation et aux réactions de ce matin, l'objectif de l'atelier est de poursuivre le travail de réflexion sous forme d'atelier d'échanges pour la mise en place opérationnelle de la dynamique régionale.

Cécile DISPAU présente les actions potentielles proposées dans les retours de l'enquête qui pourraient être mises en place. (Cf. fichier)

Les acteurs de la dynamique présents dans l'atelier acceptent qu'il n'y ait pas de retour direct pour leurs structures. La dynamique régionale est un lieu d'échanges d'expériences et permettant de faciliter la visibilité. Chaque structure devra y consacrer un peu de temps pour que la dynamique régionale fonctionne.

La co-construction d'outils est l'action la plus mobilisatrice. Quel type d'outil et quel temps pourriez-vous consacrer à sa construction ?

C'est un atelier d'échange, il n'est pas demandé aux structures de s'engager mais bien de donner leur avis sur les propositions afin que la dynamique se lance en ayant pris en compte les besoins de ses acteurs en direct.

Marion LEQUERE, Parc naturel régional du Gâtinais français :

Tout dépend de quel type d'outil il s'agit. Au Parc du Gâtinais, nous travaillons sur les thèmes de l'eau et le cresson, sujets spécifiques à notre territoire.

Adeline CAUBERE, Ferme traditionnelle éducative de Mandres les Roses :

Nous pourrions commencer par lister les outils existants dans chaque structure, identifier ce qui est redondant et ensuite définir ensemble un outil sur lequel nous aimerions travailler.

Cécile DISPAU, animatrice du réseau A la découverte de la ferme IdF :

Nous proposons que la dynamique se mette en place sous une forme collaborative. Pour que cette solution fonctionne chaque structure devra s'engager à consacrer du temps à cette dynamique et l'inclure dans ses activités.

Jean-Xavier SAINT GUILI, Bergerie Nationale de Rambouillet :

Vous partez sur le postulat d'une dynamique auto animée. Les modalités de structuration vont conditionner la mise en place de la dynamique.

Françoise RIBOLA, Inspectrice EDD pour l'Académie de Versailles :

Quel que soit l'Académie de la région (Paris, Créteil, Versailles), nos besoins en outils, ressources sont identiques. Pour déterminer les outils à créer, il faut entrer par les besoins exprimés. Au sein de l'Education nationale, nous avons des guides pour accompagner les élèves dans les fermes, mais nous n'avons rien pour l'accompagnement des nouveaux programmes de lycée. Le terrain, le concret, les exploitations agricoles de la région comme cas d'étude, présenter notamment les choix qui y sont faits. Il s'agit également de mieux définir la part du travail de l'agriculteur et la part de l'enseignant.

Face à ses besoins, nous avons constitué avec l'association A la découverte de la ferme IdF un groupe de travail regroupant enseignants et agriculteurs. Un guide est en cours de création.

Ce serait bien que l'enseignant emmène les élèves sur des fermes différentes pour comprendre les différents choix par rapport aux territoires, produire mais pas à n'importe quel prix. Les études de cas nécessitent un travail transversal permettant de confronter les points de vue, travail des élèves... ; Quand nous partons des besoins, des questionnements des représentations, il est plus aisé de converger vers un outil ou une action adaptée.

Karine PEIGER, agricultrice à Aubergenville et membre administratrice de ADF :

Nous avons besoin de mieux nous connaître, de connaître nos besoins et attentes réciproques. Le lien théorie et pratique est nécessaire. Il faut donc échanger à travers des groupes de travail pour trouver des réponses adaptées au plus grand nombre. L'association ADF pourrait faire la passerelle entre besoins et solutions.

Françoise RIBOLA, inspectrice EDD Académie Versailles :

Si nous voulons réconcilier le monde agricole avec la société, il faut que les élèves comprennent les enjeux et les choix des agriculteurs. Il faut également l'aborder avec les enseignants parce qu'ils ne connaissent pas forcément le monde agricole et peuvent eux aussi avoir de fausses représentations.

Katia Meunier-Caille, Bergerie Nationale :

Nous actons donc que la dynamique régionale devra mettre en place des groupes de travail enseignants-agriculteurs.

Jean-Xavier SAINT GUILY, Bergerie Nationale :

La construction d'outils pédagogiques pourrait passer par ces groupes d'échanges

Karine PEIGER agricultrice à Aubergenville et membre administratrice de ADF :

Au sein de A la découverte de la ferme IdF, nous avons essayé de mettre en place des groupes d'échanges territoriaux. Malheureusement, toutes les tentatives ont échoué car les agriculteurs sont difficilement disponibles. Il faut partir des bonnes volontés sur des territoires de projet restreints pour répondre de manière spécifique. L'important est de faire comprendre aux élèves comment on produit et comment ça marche.

Adeline CAUBERE, Ferme traditionnelle éducative de Mandres-lès-Roses :

Pourrions-nous mettre en place un groupe d'échanges qui partirait des programmes scolaires et définirait comment les illustrer de manière pertinente ?

Françoise RIBOLA, inspectrice EDD Académie Versailles :

Ce travail a été fait dans les collèges mais pas dans les lycées c'est le travail que nous sommes en train de faire

Cécile DISPAU, animatrice A la découverte de la ferme IdF :

Il est donc proposé que les 2 actions principales de la dynamique régionale soient pour commencer :

- Identifier et capitaliser à l'échelle régionale
- co-construire à travers des groupes d'échanges

Il faut capitaliser ce que chacun propose comme actions et a comme outils pour mettre dans le pot commun. L'enjeu de la dynamique est là.

Comment capitalisons-nous ces informations ?

Nous devons identifier les ressources. Il nous faut partir de l'existant pour ensuite co-construire des outils supplémentaires par rapport à des besoins spécifiques (lycées par exemple)

Jean-Xavier SAINT GUILY, Bergerie Nationale :

Une carte des acteurs permettra d'identifier les porteurs de projets. C'est une base pour favoriser le lien entre acteurs et pouvoir observer et recueillir ce qui se fait au niveau régional.

Chantal AURIEL, PNR du Vexin :

Un annuaire régional des acteurs et actions est important, mais en parallèle pour pas perdre du temps, nous avons aussi besoin de médiateurs pour partager un langage commun entre les différents acteurs (exploitant, enseignant...) Lors de nos activités au sein du PNR du Vexin : nous ne parlons pas de besoins, les acteurs sont partie prenante de nos actions. C'est important de mener des actions éducatives sur votre métier d'agriculteur. Nous avons besoin de plus de de fermes accessibles aux publics pour échanger sur vos métiers.

Barbara HOUALET, Vivacités Ile de France :

Pourquoi créer une dynamique sur l'agriculture et l'alimentation. Que va-t-elle apporter en plus ou du moins qu'est ce qui nous manque ?

Il nous faut construire une culture commune, des valeurs communes dans la dynamique régionale. Il faut comprendre les représentations que nous avons par la connaissance mutuelle avant de construire les outils, pour pouvoir s'appuyer sur les forces existantes, définir des valeurs communes, peut-être par une charte, diagnostiquer les besoins du territoire francilien. Par expérience, avec la SA F ce n'est pas évident car il y a de nombreux des jeux d'acteurs et des représentations différentes...

Cécile DISPAU, Animatrice A la découverte de la ferme Ile de France :

Quelle structuration souhaitons-nous donner à la dynamique régionale ?

Est ce un réseau et/ou un groupe de travail ?

Quelle fréquence d'échange pour notre dynamique régionale ?

Réponses de la salle :

- Une journée annuelle nous convient
- Quelle que soit la forme : association, réseau, le plus important est de lister les acteurs et outils existants pour donner une visibilité régionale
- Par la plateforme collaborative avec une mise en commun interactive
- Il y a beaucoup de ressources mises en ligne. Je consulte la plateforme mais je ne la renseigne pas, la gestion de l'information est un gouffre.

Frédéric, association var:

Il est nécessaire d'envisager des ateliers et visites de fermes agricoles, un temps d'échange est très important.

Au moins un temps de rencontre permettant d'identifier et d'échanger sur les problématiques de chacun par rapport à des thématiques précises, un temps d'apprentissage sur un outil mais aussi réfléchir dans une démarche prospective ville-campagne, construire des projets qui relie des deux.

J'ai le sentiment que dans les endroits fortement urbanisés ce lien est très ténu voir inexistant donc mon besoin serait de pouvoir investir le sujet dans nos associations : avec des ateliers, un programme co-construit, etc. Ce partage d'expérience autour de problématiques précises génèrera des groupes de travail

Pierre COUSIN, éleveur d'ânesses à Chennevières sur Marne, administrateur membre de ADF IdF :

Ma préoccupation c'est le public qu'on accueille. C'est ça qui m'intéresse, il y a zéro endroit pour trouver de l'information à l'échelle régionale, chacun à son site, ses outils... Le problème est donc d'identifier ce qui existe pour les personnes qui veulent construire des projets d'éducation à l'agriculture.

Il faut une cartographie qui nous rende tous visibles au niveau régional.

Marion LEQUERE, PNR du Gâtinais :

Nous avons construit une cartographie que l'on diffuse assez détaillée. Pour le grand public il n'y a qu'un pictogramme sur notre carte Internet qui indique les fermes qu'il peut visiter. Il faut rester sur une échelle de territoire raisonnable.

Localement on a chacun nos problématiques : Vexin, Gâtinais,... Mais nous avons les publics en communs. Pour développer l'éducation à l'environnement par l'agriculture les acteurs sont mal identifiés.

Katia Meunier-Caille, Bergerie Nationale :

La dynamique régionale devra donc mettre en place : une carte avec plusieurs filtres : fermes qui accueillent des élèves, fermes qui accueillent du grand public,...

L'enjeu sera de répertorier tous les acteurs et actions d'éducation à l'agriculture pour améliorer leur visibilité.

Synthèse de l'atelier :

Les recommandations pour la structuration de la dynamique régionale :

- Une rencontre annuelle reconduite
- Des visites de terrains à faire entre nous
- Des ateliers d'échanges prospectifs
- Etablir une cartographie et un annuaire avec la question qui le fait ?

Attention : Au niveau local nous avons chacun déjà un catalogue des acteurs. Nous devons nous appuyer sur ce qui existe déjà. Les inventaires existent déjà il faut s'attacher à les rassembler.

A l'échelle régionale, des têtes de réseau pourraient co-animer la dynamique régionale et ses actions.

Quelles seraient les personnes qui se sentent prêtes à investir ce travail ?

Quelle structure ici présente peut s'investir ?

- Faire remonter au comité d'organisation de la rencontre, les avis, questionnements et propositions de vos structures sur cette problématique. Répondre à la question : Votre structure consacrerait-elle des moyens à la création et au développement de la dynamique régionale?

- Nous avons besoin de coordination pour construire cette dynamique régionale.

- Il y a un réel besoin mais pas de moyen cela veut dire qu'il faut investir et trouver une source de financement pour embaucher quelqu'un qui ferait ce travail pour tout le monde, puisque personne n'a de temps de travail à mettre dans le pot commun.

- La plateforme Internet collaborative est un premier outil concret qui permettra de capitaliser. Le projet d'embauche n'est pas encore mûr, peut-être y aurait-il besoin d'un comité de pilotage pour piloter tout ça. ?

Atelier 2 - Les outils pédagogiques et les actions pour les élèves de primaire

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Ile-de-France

Marie-Sylvie Auffret, chargée de mission « Fermes Pédagogiques », Bergerie Nationale 3DFI

L'atelier est construit à partir de deux exemples suivis d'une discussion permettant de faire ressortir trois recommandations pour maintenir une dynamique régionale sur l'EAADD (éducation à l'agriculture et à l'alimentation pour un développement durable)

- 1- Nicolas Girardot éco-animateur, Agence des Espaces Verts d'Île de France (AEV) : programme Agriculteurs juniors
- 2- Benjamin Canon directeur de La Ferme d'Ecancourt

Témoignage de Nicolas Girardot - AEV : programme agriculteurs juniors

AEV : L'agence des espaces verts est un établissement public créé en 1976 avec mission d'acquérir du foncier pour l'aménagement et l'exploitation de ces espaces.

Une mission d'éducation à l'environnement s'est développée depuis 15 ans sur trois secteurs : Bondy NE / Fronconville NO et Marcourssis SO avec le programme Forestier junior (cursus proposé du CP au CM2 avec trois animations par an sur le thème de la forêt).

Le programme Agriculteurs juniors a pour objectif de sensibiliser à l'agriculture de proximité et de favoriser les échanges avec agriculteurs sur des territoires périurbains.

Ce programme se déroule sur 5 ans pour les élèves concernés du CP au CM2. Le suivi des élèves de la découverte à l'approfondissement suppose donc l'implication de TOUS les enseignants de l'école engagée.

Actuellement, pour sa 3^e année d'existence, ce programme concerne cinq écoles, soit 42 classes (le maximum est de 50) et 15 agriculteurs.

Le programme comprend trois animations de 2h par an (deux en classe et une visite). En fin de programme les élèves reçoivent un diplôme en fin de cursus.

Le cursus comprend dix thématiques : deux par niveau sur 29 animations différentes.

Pour faire connaître le programme des Agriculteurs juniors, la communication se fait en amont par un démarchage auprès des inspecteurs d'académies qui eux prospectent les écoles.

Les objectifs pédagogiques sont reliés aux programmes de l'éducation nationale en SVT (adaptation des animaux à leur milieu), géographie (carte des territoires d'Île-de-France, lecture des paysages, mondialisation des échanges), histoire (avec différentes périodes comme la préhistoire et la domestication des animaux ou les grandes découvertes avec Christophe Colomb et Parmentier), le français (expression écrite), les mathématiques, l'éducation civique (équilibre alimentaire) et le sport (courses pour un jeu de relais). Cette diversité permet de toucher tous les enfants.

Pour mener à bien le suivi du programme des fiches sont rédigées :

- une fiche enseignant remise à la fin de chaque activité avec des exercices possibles à réaliser avec les élèves ;
- une fiche pédagogique pour chaque animation avec comme enjeu de pouvoir déployer le programme sur d'autres secteurs. La fiche reprend les objectifs pédagogiques, les séquences, le timing et la liste des outils pédagogiques.

Le programme joue sur la variété des approches pédagogiques et des activités :

- les approches pédagogiques basées sur l'imaginaire, le scientifique (CM2 cf. extraction ADN de banane) ou le ludique (jeu de l'oie du maraîcher) ;

- les activités avec des collages, des vidéos (beaucoup de visuels), des activités physiques et mobilisation des sens (son, goût...).

Le choix des fermes se fait selon plusieurs critères :

- elle doit être située à moins d'une heure de route ;
- les enfants doivent être actifs pendant la visite (exemple : désherbage, semis, récolte, ramassage des œufs....) ;
- l'agriculteur ou l'agricultrice fait la visite avec l'appui de l'animateur de l'AEV pour vulgariser son discours ;
- avoir une dégustation dans la mesure du possible.

Témoignage de Benjamin Canon – Ferme d'Ecancourt

Présentation de la ferme

La ferme d'Ecancourt est gérée depuis 35 ans par une association d'éducation à l'environnement basée à côte de Cergy. Elle a été conçue à l'époque en lien avec son territoire au moment de la création de la ville nouvelle de Cergy Pontoise, pour faire le lien entre les ruraux et les urbains nouveaux arrivants. La principale action de départ était de faire découvrir le monde agricole. Puis très vite le besoin de créer une ferme pédagogique s'est fait sentir. Cela fait que la ferme d'Ecancourt est une des premières fermes pédagogiques de France.

Actuellement ce sont trois thématiques principales qui sont abordées : le monde agricole, l'écologie et le développement durable. L'alimentation en est un des thèmes.

L'objectif de la Ferme d'Ecancourt est de faire évoluer les comportements individuels et collectifs.

La ferme pédagogique est une exploitation agricole de 7 ha avec un élevage, un hébergement et un équipement de restauration pour l'accueil des groupes en séjour.

Elle emploie 14 salariés dont 7 animateurs pédagogiques.

Elle réalise :

- des actions de sensibilisation sur le site de la ferme pédagogique d'Ecancourt, mais aussi à l'extérieur dans le Parc naturel régional du Vexin français et à Cergy-Pontoise. 20 000 enfants sont accueillis par an sur le site ;
- des actions de formations vers des professionnels ;
- de l'ingénierie de projet et étude de milieu pour les collectivités ;
- d'hébergement (45 lits) ;
- des activités en lien entre production, transformation et consommation.

La production agricole concerne des fromages de chèvre, de la viande en caissette (volailles, agneaux, chevreaux, veau) et des fruits et légumes (jardin de 5000 m²).

Présentation des animations d'éducation à l'alimentation

Les produits laitiers :

Sur le thème des produits laitiers, les enfants peuvent aborder toutes les étapes de la traite à la commercialisation en passant par la transformation. Les enfants participent à la traite quand ils sont en séjour. Le lait est transformé en fromages est commercialisé sur place. Ils participent en plus à des ateliers pédagogiques avec la fabrication de beurre. Nous utilisons les outils pédagogiques du CNIEL (Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière).

Les céréales :

Les enfants découvrent différentes céréales sur des petites parcelles (blé, seigle, avoine, maïs) en relation avec les productions céréalières du Vexin puis différentes utilisations (panification, orge de brasserie...). Ils utilisent un moulin à farine et fabriquent du pain cuit au four à bois.

L'apiculture :

Cette animation permet de faire le lien entre alimentation, biodiversité et santé.

Un rucher pédagogique et une ruchette vitrée permettent de découvrir l'apiculture et les abeilles. L'animation est aussi basée sur une malle pédagogique que nous avons conçue pour les activités en salle et la découverte des produits de la ruche. Les enfants fabriquent du pain d'épices.

La cuisine :

Nous avons développé une nouvelle activité : un atelier culinaire en lien avec cuisine de production (10 000 repas de février à novembre) depuis ce printemps 2013. Il représente le maillon manquant entre production et transformation. Les groupes en séjour mangent des repas produits sur place. Cela permet de valoriser les produits du jardin pédagogique, d'utiliser la cuisine et de valoriser des produits du terroir (fruits et légumes). Les enfants peuvent ainsi participer à la confection d'un élément de menu. Pour cela, nous avons créé un poste d'animatrice cuisinière. Cette activité en lien avec la production culinaire est proposée aux groupes même sur la journée. L'autre enjeu est aussi d'avoir un coût abordable pour les écoles et les autres groupes concernés.

En fonction des saisons, les enfants peuvent fabriquer du jus de pomme, de la soupe de potiron, des cookies aux graines de souchis et à la consoude... et réaliser de la cuisine sauvage (par exemple des crêpes à la farine de châtaigne). Les ateliers cuisine sont aussi l'occasion d'aborder des expressions autour des plantes et des légumes.

Questions d'éclaircissement ou d'enrichissement

Patricia Haluska, association CSF Dammarie-lès-Lys

Comment les classes sont-elles sélectionnées ? Comment une classe peut-elle accéder au parcours agriculteurs juniors ? Même question pour la ferme d'Ecancourt.

Nicolas Girardot

Le programme est proposé aux inspections académiques qui relayent sur les écoles.

Au départ, les écoles ont eu du mal à participer. C'est par le bouche à oreille que le programme s'est étendu. Nous ne pouvons pas avoir plus de 50 classes car nous ne sommes que 3 animateurs. Le renouvellement se fait à la fin du cursus des 5 ans. Mais chaque année le cycle repart avec des CP en plus.

- Pourquoi ne pas intégrer dans cette dynamique des associations ou des animateurs relais en plus des vôtres ?

Benjamin Canon

L'accueil des groupes se fait par réservation en début d'année scolaire. En novembre, le planning est bouclé jusqu'au printemps. Nous conservons des créneaux libres pour accueillir des projets intéressants qui arrivent plus tardivement. Nous incitons les enseignants à travailler sous forme de projet.

Personne non présentée

Comment les enseignants préparent-ils en amont le projet ?

Nicolas Girardot

Le travail en amont est fait lors de la réunion de rentrée. La préparation de l'année se met en place en septembre et octobre pour choisir les thématiques. Les animations commencent à la Toussaint. Pour l'instant, il est difficile de s'adapter à des projets particuliers.

Benjamin Canon

La préparation des actions à la demi-journée et à la journée se fait par téléphone. Pour les séjours, il y a systématiquement une préparation pour adapter les thèmes du séjour en fonction du projet de l'enseignant.

Personne non présentée

Quel est l'impact pour les agriculteurs de participer au programme Agriculteurs juniors ?

Nicolas Girardot

Quand nous contactons de nouveaux agriculteurs, nous nous rendons compte que certains font déjà de l'accueil. Les autres ont envie de changer l'image des agriculteurs périurbains, ont envie de communiquer sur leur métier. Il y a un vrai engouement des agriculteurs qui libèrent de plus en plus de temps.

La préparation de la visite est faite en amont. Pour cela nous faisons un tour de l'exploitation avec l'agriculteur pour planifier le parcours des enfants et le déroulé de l'animation. L'animation se fait systématiquement avec l'animateur et l'agriculteur. Il est donc nécessaire de se mettre d'accord sur la façon de procéder. Si besoin, une fiche (trame de visite) est transmise aux agriculteurs. Elle est surtout utilisée par les salariés du jardin de Cocagne qui font les visites.

Julie Moinard, Institut Polytechnique La Salle Beauvais

Vous avez comme objectif l'évolution durable des comportements alimentaires : comment sont évaluées les actions alimentation/santé ?

Benjamin Canon

Le bilan est réalisé sur des projets à long terme. L'évaluation est menée avec l'enseignant auprès des enfants à partir d'un questionnaire (traitement statistique). Mais l'impact reste difficile à évaluer et l'évaluation reste encore à travailler.

Personne non présentée

Quand vous recevez des scolaires, comment faire pour toucher les familles maîtres du comportement alimentaire. Y a-t-il des outils que les enfants puissent ramener à la maison ?

Benjamin Canon

Certaines activités ont un support pédagogique. On utilise des livrets que les enfants remplissent. Mais l'évaluation se fait sur place en fonction de ce que les enfants ont retenus en fin d'activité. Il n'y a pas de suivi sur plusieurs années sur l'application de ce que les enfants ont retenu et donc sur un changement de comportement des familles.

Dorothée Koffmann, ferme pédagogique de Villiers-le-Bâcle

Il y a des fermes pédagogiques avec des activités famille pour toucher les parents.

Patricia Haluska, association CSF Dammarie-lès-Lys :

Il existe des structures où les enfants viennent plusieurs jours et font une restitution aux parents invités à la fin du séjour pour favoriser la transmission parents – enfants.

Nicolas Girardot

Notre travail sert de support à l'enseignant qui s'empare de l'animation et font faire la restitution.

Diego Courtois, chargé de projet Fondaterra

Dans le cadre d'activités scolaires, des projets sont-ils proposés aux enseignants ?

Benjamin Canon

Nous ne proposons pas de projet type ou clés en main. Il existe des activités, mais nous construisons les projets avec les enseignants. La conception à la carte permet de coller au plus près des attentes des enseignants.

Personne non présentée

Cela pose la question de l'enjeu de connaître toutes ces propositions d'actions. Comment relayer les actions du point de vue de l'éducation nationale ?

Estelle Gavard de l'Agence de l'Eau Seine Normandie

C'est un peu ce que fait l'Agence de l'eau sur les classes d'eau.

Il serait nécessaire d'avoir un recueil d'intervenants par thème et par territoire.

Au Québec, il existe des petits livrets pédagogiques, supports repères.

Benjamin Canon

Les projets qui avancent le sont parce qu'il y a des enseignants motivés.

Julien Loche, Professeur de SVT, conseiller technique EDD Inspection académique de Seine-et-Marne :

Dans les académies, il existe des professeurs de SVT en collège, relais chargés du développement durable pour le département, qui s'ils reçoivent les informations peuvent les relayer à leurs collègues.

Au niveau de l'Académie de Versailles l'inspectrice chargée du développement durable est Madame Ribola.

Catherine Moréna Professeure chargée de mission EDD pour l'académie de Versailles, chargée de mission EEDD : Il existe une plus grande liberté pour les secondaires que pour les primaires. Il y a nécessité de l'évaluation de l'action en amont, sur le moment et en aval.

Nicolas Girardot : A partir de plus de 3 interventions par an : l'intervention doit être portée par le projet d'école.

Remarques de la salle :

Il existe un site internet EEDD dans chaque académie où les enseignants peuvent trouver des informations.

Le CEEF-ERC (Collectif d'éducation à l'environnement francilien – espace régional de concertation) met en place une plate-forme internet avec une entrée agriculture.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a créé aussi une plate-forme internet :

<http://www.edd.lecese.fr>

Les CAUE départementaux (conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) pourraient être des relais de l'information.

Personne non présentée

Quel est le coût de l'intervention du programme Agriculteurs juniors ?

Le prix est de 30 euros par animation par classe. Il est le plus souvent pris en charge pour la mairie. Pour les déplacements, il faut compter en plus le prix du bus. Pour amoindrir ce coût, il y a souvent deux classes dans le bus : le bus est payant pour le programme Forestiers juniors, et encore payant pour le programme Agriculteurs juniors.

Synthèse de Dorothée Koffmann, ferme pédagogique de Villiers-le-Bâcle

- Pour le primaire, le niveau d'actions d'éducation à l'agriculture et alimentation n'est pas suffisant.
- Il existe beaucoup de choses, réseaux, actions, plateformes, mais peut être trop ?

- Il est important d'avoir une préparation en amont et une évaluation même si elle reste difficile.
- Il est important d'avoir des relais.
- Il est important qu'il existe des acteurs moteur et notamment parmi les enseignants.
- Une volonté politique est nécessaire pour que se développe l'Education à l'environnement, l'agriculture et l'aliment
- Il existe de nombreuses initiatives çà et là.

Les 3 recommandations de l'atelier

- 1- Existence d'un annuaire par territoire et par thématique pour tous les enseignants
Mais la question de diffuser d'un tel annuaire se pose. Une mise en réseau, la création d'un portail... ?
Partager les retours d'expérience : Trouver comment mettre en œuvre cette dynamique d'échanges.
- 2- Toucher les parents.
- 3- Former des enseignants, par quel biais ? Le PAF (plan académique de formation) ?

Atelier 3 : Opérations et Communication à Envergure Régionale

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France – animatrice de l'atelier

L'objectif de l'atelier est de mettre en évidence trois recommandations permettant de participer au maintien, à l'amélioration et à la structuration de la dynamique régionale.

Pour cela, deux témoignages vont se succéder : Jérôme Kohn, directeur du CERVIA Paris Île-de-France, nous parlera de l'opération régionale « les Semaines du Manger Local », puis Julien Couaillier, chargé de communication chez Passion Céréales, nous présentera l'opération « l'École des Céréales : le Blé, la Farine, le Pain ». Ces deux témoignages seront suivis d'un temps d'échange avec les participants permettant d'aboutir à l'objectif de cet atelier.

Témoignage de Jérôme Kohn – CERVIA Paris Île-de-France

Le CERVIA est un organisme associé à l'action publique de la Région Île-de-France, créé en 2007, et dédié au soutien et à l'accompagnement des entreprises agricoles et alimentaires franciliennes ainsi qu'à la valorisation des produits, des métiers, des filières et des territoires.

Il a été fondé par le Conseil régional d'Île-de-France, l'ARIA Île-de-France (Association régionale des industries agroalimentaires) et les Chambres d'Agriculture de notre région. Ses missions sont :

- développer une image alimentaire et agricole pour la région ;
- accompagner les filières et les entreprises ;
- être l'organisme ressource, expert et facilitateur auprès de ses publics.

La démarche « Talents d'Île-de-France » repose sur une approche collective et mobilisatrice dont l'objectif est de fédérer les professionnels pour rendre l'offre locale visible. Ainsi, deux identités ont été créées : la marque « Saveurs Paris Île-de-France » et le label « Des produits d'ici, cuisinés ici ». L'intérêt de ces identités est de refaire prendre conscience aux franciliens de la réalité des productions alimentaires de leur territoire.

La démarche « Talents d'Île-de-France » se décline en trois temps :

- adhésion par l'entreprise (agricole, artisanale ou industrielle), accompagnée de recommandations techniques et soumise à une charte d'engagement ;
- présentation du produit ou de la marque pour son marquage/labellisation ;
- évaluation de l'entreprise tous les 2 ans pour mesurer sa progression dans son processus de développement durable.

Aujourd'hui la démarche concerne :

- 184 entreprises alimentaires (dont 114 agriculteurs parmi lesquels 26 en Agriculture Biologique, et 42 artisans dont 14 en produits issus de l'Agriculture Biologique) ;
- 79 restaurants dont 50 situés dans Paris ;
- 667 produits et 71 gammes de fruits et légumes agréés (le CERVIA a attendu que l'offre passe à cinq cents produits avant de communiquer et de diffuser le label).

La démarche a permis d'acquérir de la crédibilité auprès des producteurs, des consommateurs et du CERVIA et a également permis d'augmenter la notoriété des produits. Pour réunir la marque et le label autour d'un même socle de communication, le CERVIA a mis en place la stratégie « Mangeons Local en Île-de-France » déclinée sur plusieurs axes :

- relations presse : environ 320 retombées (articles, interviews radio, ...) ;
- digital (internet, Facebook) ;
- promotion : kits de communication pour les adhérents, les points de vente et les consommateurs ;
- événementiels : Salon International de l'Agriculture, Semaines du Manger Local, la Fabuleuse Fête du Manger Local ;
- campagnes média (annonces presses, affichages réseau et public, ...).

L'objectif des « Semaines du Manger Local » est de sensibiliser les franciliens à la consommation des produits de leur région et de fédérer les professionnels autour d'une grande opération de valorisation en ayant comme impératifs de mobiliser les professionnels, les lieux de vente et d'organiser des événementiels.

Mécanique de la démarche : 58 restaurants labellisés participants, 375 lieux de vente identifiés, la Fabuleuse Fête du Manger Local et d'autres événements agréés en région, jeux concours pour le public, concours pour les professionnels participants.

Moyens de Communication : kits de communication, affiches, articles de presse (environ 500), le tout réalisé avec des budgets très limités par rapport à la demande et aux enjeux.

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Frédéric Drieux – Bergerie Nationale de Rambouillet

En ce moment la Bergerie Nationale participe à la « Semaine de la Gastronomie d'Automne » à Rambouillet et à l'opération « Goûts d'Yvelines » (sur tout le département). Compte tenu du manque de moyens, la Bergerie a décidé de se rallier à ces deux événements pour bénéficier des moyens de communication et de l'impact médiatique de ces deux opérations.

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Le partenariat est aujourd'hui une piste importante à privilégier pour créer des événements ayant un fort impact sur le public, il faut travailler collectivement !

Anne-Lise Millan Brun - AMAP Île-de-France

La charte du CERVIA est-elle disponible quelque part ?

Jérôme Kohn – CERVIA

Elle est disponible sur le site internet du CERVIA <http://www.saveursparisidf.com/>, il y a d'ailleurs des discussions avec les AMAP sur ce sujet aujourd'hui, il reste notamment à vérifier le respect des normes d'hygiène et de sécurité relatives aux conditions de transport (chaînes du froid, stockage, normes sanitaires).

Michel Riottot – Île-de-France Environnement

Le label apporte-t-il une valeur ajoutée aux produits et aux producteurs et peut-il être donné à des produits dont certains ingrédients de leur composition sont importés, je pense notamment au Brie ?

Jérôme Kohn – CERVIA

Oui, le label apporte évidemment une valeur ajoutée, il s'agit d'une démarche de progrès, les distributeurs ont des règles fixées dès le départ par exemple (respect du prix du producteur, proposer des solutions relatives à la logistique de transport).

Concernant la labellisation des produits qui ne seraient pas 100 % franciliens, le CERVIA a créé le label « Saveurs Paris Île-de-France » qui comporte 3 codes couleurs apparaissant sur les emballages : vert pour l'origine agricole - bleu pour le produit transformé et gris argenté pour la marque industrielle. Chaque produit a donc un repérage couleur permettant aux consommateurs d'identifier clairement l'origine des étapes de fabrication.

L'origine des produits labellisés entre dans un périmètre inférieur à 200 km autour de Paris mais ne doit pas forcément se limiter aux frontières de la région du fait du positionnement géographique de certains producteurs.

Pour parler du Brie, il est transformé en Île-de-France et le lait provient principalement de la Meuse, il est marqué en tant que produit transformé en Île-de-France, logo bleu, mais n'a pas le logo vert

d'origine Île-de-France car le lait vient d'ailleurs. Il faudrait un service de collecte de lait dans notre région, car la production de lait en Île-de-France est significative, le CERVIA y travaille.

Témoignage de Julien Couaillier - Passion Céréales

Passion Céréales est une interface d'information tournée vers le grand public, elle est l'interprofession inter-céréalière et n'est donc pas liée aux syndicats ni aux banques, elle est financée par les agriculteurs et la majorité des fonds va chez Arvalis Institut du végétal au service des agriculteurs et des filières.

Passion Céréales ne diffuse l'information que sur le marché français.

Passion Céréales en chiffres :

- 54 milliards d'euros de chiffre d'affaires
- 450 000 emplois en France
- 600 entreprises de première transformation
- 35 000 entreprises de deuxième transformation

Répartition des céréales produites en France : 46 % vers alimentation animale - 25 % vers alimentation humaine – 7 % vers amidonnerie - 8 % vers bioéthanol

Des filières céréalières : toutes céréales - blé tendre et dur - maïs - orge - bioéthanol et biocarburants ...

La stratégie de communication de Passion Céréales est axée autour de deux grands thèmes : « Métiers et Territoires » et « Céréales Cultures et Alimentation ».

Focus sur le programme d'action « Céréales Cultures et Alimentation » : c'est un axe de travail fort depuis 2008 après avoir observé un manque de repères des consommateurs vis-à-vis de l'alimentation. Il s'agit de provoquer de la ré-attention sur l'origine des aliments et leur transformation, entraîner une reconquête de l'assiette, faire découvrir aux professionnels les lieux de production, redonner du sens au territoire (refaire le lien entre le monde rural et le monde urbain) et réexpliquer les fondamentaux.

Ce programme se fait en partenariat avec différents réseaux : CENA (Club des Experts Nutrition Alimentation) , Association Nationale d'Education au Goût des Jeunes, A la Découverte de la Ferme Île-de-France, ...

Passion Céréales dispose d'un portail relayant son offre pédagogique sur internet : www.lecoledescereales.fr

Exemples d'actions menées dans le cadre du programme « Céréales Cultures et Alimentation » :

- en restauration collective : 200 000 enfants touchés via l'opération « Graines d'Aventuriers » et une campagne emailing, le tout résultant de démarches volontaires de la part des restaurants collectifs ;
- livret Epok'epi : publication envoyée aux enseignants via un abonnement, qui présente le monde des céréales, ses métiers, ses produits, ...

Il existe également une mallette pédagogique intitulée « le blé, la farine et le pain », réalisée avec l'Observatoire du Pain et la DRIAAF Île-de-France, portant sur la découverte du monde des céréales destinée au cycle 3. Elle comprend un kit pédagogique, un livret enseignant/animateur, un guide de recettes, des livrets jeux pour les élèves, un cahier d'activités, des dépliants... La mallette coûte 18 euros TTC.

Il est important de travailler sur les outils pédagogiques pour communiquer au mieux et au plus large. Cela aide aussi beaucoup à la préparation et à la compréhension des visites de terrain, ainsi qu'à fixer l'intérêt des enfants vers l'agriculteur, donc à faciliter l'appropriation des messages.

Il y a aussi un travail important à faire sur les parents, comme c'est le cas lors des kermesses par exemple, où parents et enfants vont pouvoir jouer ensemble à reconnaître les céréales, ...

Il faut privilégier les actions symboliques en extra scolaire pour marquer les esprits et privilégier les actions participatives car elles sont plus efficaces pour l'ancrage, exemple de la fabrication du pain.

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Comment évaluer l'impact des campagnes de communication ?

Julien Couaillier – Passion Céréales

Il faut faire en sorte d'avoir un rendu (exemple des questionnaires qui permettent de faire un chiffrage rapide de l'impact).

Michel Riottot d'Île-de-France Environnement et Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Soulèvent le problème du manque de laiterie donc de collecte régionale du lait en Île-de-France

Jérôme Kohn – CERVIA

Le jour où on aura à nouveau un système de collecte du lait en Île-de-France, avec des camions portant la marque de la Région, on arrivera à ré-intéresser le public à la table.

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Parce qu'il est l'heure de conclure cet atelier, nous pourrions faire plusieurs recommandations dans le cadre de la dynamique régionale :

- travailler sur le langage/la sémantique à utiliser pour l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation, il y a trop souvent des problèmes d'interprétation ;
- privilégier les partenariats pour trouver des moyens à attribuer à la communication : aller chercher les bons partenaires et co-construire ensemble. Ceci implique d'identifier clairement la dynamique et la synergie du projet pour cibler les partenaires à aller chercher, ne pas hésiter à s'inscrire dans des synergies existantes ;
- remettre en place un système de collecte du lait en Île-de-France pour ré-intéresser le public.

Atelier 4 : Les outils pédagogiques et actions pour les élèves de secondaire

Marie-Sylvie Auffret, chargée de mission « Fermes Pédagogiques », Bergerie Nationale 3DFI

Françoise Ribola, inspectrice SVT, chargée de l'EDD, Académie de Versailles

L'Île-de-France est une région regroupant trois académies et huit départements. Malgré la présence de l'agglomération parisienne l'Académie de Versailles est la première académie « agricole » en superficie. Elle regroupe 2 300 000 élèves scolarisés dans les établissements du 1^{er} et du 2^d degré, publics et privés, ce qui représente plus de 20 % de la population scolaire française.

L'accueil et la formation des élèves des écoles et des collèges fait l'objet d'une demande et d'une attention constante depuis des années.

Des ressources existent, par exemple les cahiers techniques de la Bergerie nationale. Mais aujourd'hui, la demande évolue vers l'accueil de lycéens par les agriculteurs. C'est pourquoi l'Académie de Versailles en collaboration avec le réseau A la découverte de la ferme réalise un outil à destination des enseignants du second degré pour les aider à organiser des sorties à la ferme avec leurs élèves.

Pourquoi un nouveau livret – guide ?

Le programme des lycées ont changés progressivement, celui des classes de terminal a pris en compte le développement durable l'année dernière. Il intègre entre autre un partie intitulée « nourrir l'humanité » avec comme objectif de faire réfléchir les élèves sur cette question sociétale. Elle permet d'appréhender globalement la question de l'agriculture et de l'alimentation.

La parution de ce document est prévue début 2014 sous forme d'un document en pdf. Il est actuellement en relecture auprès d'agriculteurs et d'enseignants qui ont l'expérience de visite à la ferme.

Il a pour objectif de permettre aux enseignants de construire certaines notions des programmes à travers des études de cas dans les fermes. Il aborde la visite à la ferme comme une approche transversale et pluridisciplinaire. Le contenu répond au besoin de confronter les élèves à la réalité car ils méconnaissent l'agriculture et en ont une représentation déformée. Il présente :

- Des extraits des programmes ;
- Des thèmes d'études possibles ;
- Des activités élèves de retour dans l'établissement ;
- Des productions attendues des élèves ;
- Des repères pour l'organisation de la visite ;
- Des exemples de données sur la gestion de l'exploitation ;
- Des exemples d'activités sur le terrain ;
- Des exemples de suivis après la visite ;
- Le livret comprend aussi une bibliographie et des ressources disponibles complémentaires.

La version numérique disponible en ligne permettra des mises à jour régulières.

Plusieurs thèmes sont abordés. Par exemple Eau et sols cultivables : deux ressources précieuses parfois menacées. Il concerne trois matières : SVT, géographie et SES.

Lolita N'Sonde, responsable pédagogique, GAB Île-de-France

Le GAB a développé des actions de sensibilisation au bio, toujours liées à la restauration collective. Actuellement il intervient dans 40 lycées qui intègrent du bio dans la restauration, dont 20 lycées éco-responsable. Il est en convention avec le Conseil général du 91 qui a sélectionné 10 collèges pour intégrer du bio. Il travaille aussi avec les syndicats de restauration collective des écoles primaires. Les trois objectifs de l'intervention sont :

- Comprendre et connaître les principes de l'AB, sous forme d'une intervention d'1h à 1h30 en classe avec des cartes vrai/faux, un film du champ au bol, une mini dégustation, une exposition avec un questionnaire ;
- L'appropriation par les élèves. Ils animent une dégustation pour les autres élèves de produits bio présentés au niveau de la restauration, dans le hall,... (pain, jus de pomme, brie, fromage de chèvre, confitures de légumes). Ils visitent une ferme pédagogique avec des supports tels que des cartes, des documents et des affiches ;
- Pérenniser l'action au sein du lycée. Les supports utilisés restent dans l'établissement.

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Dorothée Kaufmann, animatrice nature, ferme du Bel air

Dans la présentation telle qu'elle nous est faite, il manque dans le livret une part de participation et d'émerveillement.

Lolita N'Sonde

Dans l'approche du GAB, cette approche est prise en compte.

Inconnu : dans les territoires et dans la mission d'accompagnement des enseignants, il manque des coordinateurs pour revenir sur les débats. Au CG Val-de-Marne il y avait 10 médiateurs scientifiques pour rassembler des classes et animer des débats. Il n'y a plus.

Barbara Houalet, responsable Vivacités Île-de-France

Cela nous mène à des réflexions sur nos pratiques, sur la confrontation avec le public, le réel. Il ne faut pas oublier que l'on est dans la construction de l'individu.

Michel Méllinger, directeur de la ferme pédagogique de Saint-Hilliers

Quel message veut-on faire passer ? Pour être caricatural : on présente une agriculture FNSEA ou une agriculture José Bové ?

Françoise Ribola et Lolita N'Sonde

Il est interdit de faire du prosélytisme au lycée. On est dans une position qui mène à la réflexion. L'objectif est d'amener les élèves à analyser. On leur donne une information sans privilégier un mode plus qu'un autre. L'agriculture est dynamique, en évolution, on leur donne des clés de compréhension.

Le débat s'est terminé par un film du GAB présentant une action réalisée dans un lycée responsable.

Atelier 5 : Evènementiel à destination du grand public

Katia Meunier-Caille, chargée de mission « Agriculture et Biodiversité » et « Fermes Pédagogiques », Bergerie Nationale 3DFI

Cet atelier est basé sur deux témoignages : présentation de la fête des fermes et des événements de la Ferme de Paris. Le but est d'identifier les freins et leviers de l'organisation de ce type d'événements.

Témoignage de Julie Tisseront – Parc Naturel Régional de la Haute vallée de Chevreuse

Le PNR de la Haute vallée de Chevreuse regroupe 51 communes. Il a été agrandi en 2011 pour atteindre 63 000 hectares. Le rôle du PNR est de valoriser le patrimoine et le dynamiser avec des événements grand public, des actions d'éducation à l'environnement et développement économique.

La fête des fermes existe depuis 13 ans, le 1^{er} dimanche du juin. Des fermes du PNR (élevage, maraichage, céréalier) ouvrent leurs portes lors de cette journée. Le public est principalement local et nous constatons une augmentation de la part de franciliens.

Objectifs :

- Promouvoir les fermes ;
- Sensibiliser à la consommation locale ;
- Contribuer à l'économie agricole du PNR.

Dans l'organisation, nous tâchons de faire en sorte que les fermes soient motrices dans la mise en place de l'événement, même si cela n'est pas toujours facile. Jusqu'à présent c'est une dynamique qui a plutôt bien fonctionné.

En 2013, on constate moins d'implication des fermes car l'événement devenait un peu routinier (11 fermes en 2012, 6 en 2013). Une réflexion est menée autour d'une meilleure implication pour 2014.

Les animaux attirent beaucoup (tonte des moutons, tracteurs, chiens de berger, traite des chèvres...) pour un public familial.

Les animations qui fonctionnent le mieux sont : animaux des fermes, sensibilisation à l'agriculture biologique, atelier fabrication du fromage et mise en place de ludothèque pour les enfants.

Le parc organise des randonnées à pied et en vélo entre les fermes, dans la volonté de construire un réseau entre les fermes. Ces randonnées sont organisées avec « les amis du parc ».

Trois niveaux de randonnées (à pied, en vélo) sont proposés : de facile à plus sportif.

Les agriculteurs font des visites guidées de leurs exploitations et les visites du parc sont assurées par les guides du PNR sur des thématiques précises (architecture, nature...). Le parc avait trois guides, ils n'en ont plus que deux, mais ils s'impliquent beaucoup et sont très présents sur les événements.

Le thème de l'alimentation est également très présent lors de ces journées via des dégustations et la vente de produits locaux.

Le parc sollicite également les artisans locaux pour leur permettre de vendre et promouvoir leurs productions.

Un partenariat avec la SAVAC a été mis en place pour véhiculer les visiteurs, de la gare aux fermes avec une navette, et ainsi permettre aux parisiens d'accéder facilement aux lieux.

La communication se fait par le biais de :

- Supplément « bougez » du Parisien ;
- Newsletter envoyée aux abonnés ;
- Echo du parc ;
- Affiches et flyers dans les sites touristiques et mairie ;
- Affichage dans les gares (partenariat avec la SNCF) et dans les fermes.

Cette fête est connue et attendue par les habitants. La moyenne de fréquentation est de :

2011 : 3800 visiteurs (72 % du 78 et PNR)

2012 : 3200 visiteurs (73 % du 78 et PNR)

2013 : 3200 visiteurs

Le public est francilien à environ 30 %.

Combien de fermes fréquentées dans la journée ?

1 ferme : 37 %

2 fermes : 42 %

Plus de fermes : 21 %

Les personnes souhaitent voir des choses différentes.

Motifs :

Achats et dégustations : 32 %

Contact avec les animaux (familles) : 29 %

Découverte de la vie de l'exploitation : 21 %

Objectifs : montrer comment on traite les animaux à la ferme et comment cela fonctionne.

Partenaires nombreux : RATP, CIVAM, GAB, Graine, SICTOM, ludothèque, le Canif, Ville Verte, association de bénévoles...

Retour d'expérience :

Les fermes bénéficient d'une communication commune prise en charge par le parc.

C'est un événement attractif pour les familles (50 % de nouveaux visiteurs et 50 % d'habités).

Le parc constate une augmentation de la fréquentation.

Le chiffre d'affaires réalisé est important pour les fermes ce jour-là.

Freins :

Nous rencontrons des difficultés de mobilisation des fermes partenaires, très chronophage pour les exploitants qui souhaitent s'impliquer moins. Nous recherchons des solutions pour soulager les agriculteurs, peut-être un an sur deux, s'associer à d'autres événements, etc.

L'autonomie des fermes dans l'organisation est trop faible pour le PNR.

Le temps d'organisation représente une personne à temps plein à partir de début mai jusqu'en juin, et en temps partiel depuis décembre de l'année précédente.

La communication est bouclée à partir de début mars par le PNR.

Les agriculteurs passent du temps à organiser les animations dans les fermes et la mise en place de la ferme. Pour la communication ce n'est que le PNR. Les fermes relaient dans leurs réseaux.

Face au temps nécessaire à l'organisation et à la communication on constate un petit essoufflement de l'événement.

Le budget est intégré dans la communication du PNR, ce n'est pas un gros budget. Le parc édite entre 5000 et 10 000 plaquettes. En logistique il n'y a pas grand-chose (hors temps de travail).

Le parc a le projet de réunir les fermes pour faire un point et voir quel type d'investissement elles peuvent mettre, à quelle période, s'associer à d'autres événements... Discussion au moins de décembre.

Il est nécessaire de prendre en compte le fait que les fermes sont très sollicitées sur des marchés locaux ou sur d'autres événements organisés par d'autres organismes.

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Thierry Gibilaro, Interveb (Interprofession bétail et viande)

Nous organisons des journées sur l'élevage en Île-de-France avec comme thème : Comment nourrir les animaux ?

Nous avons débuté il y a 12 ans avec 12 éleveurs, (majoritairement des ovins...) sur l'Île-de-France.

Ils communiquent sur le métier. La journée se déroule au mois de mars ou avril. Les vaches et les veaux sont dans les étables ce qui permet au public de les approcher.

Lors du week-end, beaucoup de documents sont distribués, un manga a été créé pour les 6-14 ans pour expliquer l'élevage. Le discours tourne beaucoup autour du développement durable, de l'environnement, de la charte qualité... Le but est d'expliquer le métier d'éleveur.

Environ 8000 visiteurs / an.

Limites : certains éleveurs sont fatigués de la participation, mais il y a un roulement et en gros ils ont entre 10 et 15 éleveurs chaque année.

Julie Tisseront – PNR de Chevreuse

Le PNR peut aussi être un vecteur de communication et de relai de l'information pour des actions qui se passent sur leur territoire.

Témoignage de Sonia Sarmiento - Ferme de Paris

La Ferme de Paris existe depuis 1989, elle fait partie du Réseau Economie Urbaine et de la Ville de Paris.

Présentation de 3 événements différents, dans 3 cadres différents :

- Le Printemps Bio (Agence Bio et GAB Île-de-France)
- La Fête des Jardins (Ville de Paris)
- La Tonte des Moutons (interne)

Ferme de Paris fait partie des 5 pôles ressources de la Ville de Paris : La maison de l'air, La maison des acteurs du Paris durable, La maison du jardinage, La ferme de Paris, La maison Paris Nature.

Le Printemps bio :

Dans le cadre national du printemps bio pour promouvoir l'agriculture, nous avons un partenariat avec le GAB Île-de-France depuis le début. Tous les ans, la ferme recherche des partenaires autour du bio et du local. En 2013, l'association des Végétariens de France avec la campagne « Jeudi Veggie » : présenter un plat végétarien comme un acte écologique), Terre de liens et AMAP Île de France

C'est un événement qui perd de la vitesse depuis deux ans surtout à cause des conditions météorologiques.

L'occasion : présentation du plan de l'alimentation durable dans la restauration collective (crèches, établissements scolaires, maisons de retraites, administrations...). L'objectif est d'introduire 30 % de denrées alimentaires durables en 2014 (bio, locales, de saison). C'est compliqué car la demande est énorme et l'offre insuffisante.

La Ville de Paris est satisfaite car en 2013 nous sommes à 22 % de denrées Bio, locales, de saison. Etendue à d'autres labels.

La fête des jardins :

L'objectif est de parler des métiers, du développement durable, de l'écologie urbaine.

La DEVE (Direction des Espaces Verts et de l'Environnement) est à l'initiative de l'événement.

La cible : les parisiens. Le thème : Comment attirer la campagne dans la ville, sur les balcons.

En 2013, le thème était sur le gaspillage alimentaire et la permaculture. Une zone de la ferme de Paris est dédiée à la permaculture et des animations sont en cours de conception pour les années à venir. Association présente : « y'a quoi dans mon frigo ? » qui a fait des propositions de recettes à partir des restes de nourriture. Grand succès cette année de la Fête des jardins.

La tonte des moutons, un événement de la ferme de Paris :

Le thème porte sur l'alimentation durable.

Le public a du mal à imaginer que le mouton va être mangé. Le lien est fait sur la laine et l'habillement, pas sur l'alimentation. La Ferme de Paris recentre le thème sur l'alimentation.

Thème 2013 : l'éco pâturage.

Perspective pour 2014, transfert de l'événement éco pâturage sur les archives de la Ville de Paris dans le 19^e arrondissement.

Car l'événement s'essouffle un peu, il faut rechercher de nouvelles dynamiques en essayant de trouver des idées...

La météo est un véritable facteur de succès ou non d'un événement.

L'essoufflement est-il dû à la profusion d'événements proposés ?

La Ville de Paris permet de diffuser l'information via beaucoup de médias.

Atelier 6 : Outils permanents à destination du grand public

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France – animatrice de l'atelier

L'objectif de l'atelier est de mettre en évidence trois recommandations permettant de participer au maintien, à l'amélioration et à la structuration de la dynamique régionale.

Pour cela, deux témoignages vont se succéder : Marion Le Quéré, chargée de mission Education au Territoire au Parc Naturel Régional du Gâtinais Français qui présentera le sentier d'interprétation agricole réalisé en 2005, et Diego Courtois, chargé de projets à Fondaterra, qui présentera l'outil Géofarming, une manière de découvrir l'agriculture francilienne de façon innovante grâce aux nouvelles technologies. Ces deux témoignages seront suivis d'un temps d'échange avec les participants permettant d'aboutir à l'objectif de cet atelier.

Témoignage de Marion Le Quéré - PNR du Gâtinais Français

Les outils permanents créés par le PNR :

- un sentier d'interprétation agricole et son livret pédagogique ;
- une exposition sur les circuits courts ;
- un atelier mobile « jus de pomme » ;
- des livrets recettes avec les produits locaux ;
- une malle pédagogique sur le jardinage au naturel ;
- un dispositif d'accompagnement des projets pédagogiques, plusieurs thèmes en lien avec les produits locaux ;
- d'autres supports.

Le sentier d'interprétation a été cofinancé par le PNR à 55 % et par l'Europe à 45 %. La mise en œuvre a été pilotée par le Conseil régional d'Île-de-France et la Bergerie Nationale de Rambouillet.

Les 14 tables de lecture, la plaquette et le livret ont pour objectif d'initier les promeneurs aux enjeux de la préservation et de la valorisation des espaces agricoles ouverts situés en zone périurbaine. Les thèmes abordés sont les plantes médicinales et aromatiques, le maraîchage, les grandes cultures, l'architecture et les paysages ruraux.

Les freins relatifs à la mise en place d'un sentier d'interprétation sont principalement d'ordre budgétaire (70 000 € pour celui-ci) mais aussi relatifs à l'entretien du sentier (qui et avec quels moyens) et à l'actualisation des visuels (contenus et formes, évolution des partenariats). Un levier a néanmoins été décelé, celui de l'utilisation de supports différents tels que l'audio-guidage ou la mise en place de bornes de téléguidage.

Marion Le Quéré recommande en conclusion de s'inscrire dans les projets européens pour obtenir des cofinancements européens et travailler de manière collaborative. Néanmoins, compte tenu de la lourdeur du système et des démarches à faire, le PNR a dû embaucher une chargée de mission cofinancement européen. Les PNR ayant également pour rôle de fournir des dispositifs d'accompagnement des projets pédagogiques, il ne faut pas hésiter à prendre contact avec eux en cas de besoin pour s'inscrire dans ce type de projet, car les PNR sont des facilitateurs.

Il est également important de bien définir les publics pour mieux les cibler

Par manque de temps, les autres outils sont présentés très rapidement, comme l'exposition sur les circuits courts, l'atelier mobile de jus de pomme, la malle pédagogique sur le jardinage et l'annuaire éducatif du parc en cours de réactualisation (répertoire des acteurs et sites éducatifs) - cf le fichier PNR sentier interp.ppt

Témoignage de Diego Courtois - Fondaterra

Le projet « Assiette Verte » est ciblé sur la restauration collective et l'objectif est de sensibiliser les consommateurs à l'équilibre alimentaire, au gaspillage alimentaire notamment en restauration collective (en expliquant comment trier et revaloriser les déchets), à l'alimentation durable et à la valorisation de l'agriculture locale (en introduisant dans les menus des produits locaux et de saison, issus de l'Agriculture Biologique ou à minima raisonnée).

Au départ du projet, en 2008, seul un restaurant collectif s'était engagé. Aujourd'hui, plus de quarante restaurants collectifs de France sont inscrits dans la démarche.

Les outils pédagogiques au service d'Assiette Verte : guides pédagogiques et jeux vidéos, ...

Outil lié : dans chaque restaurant aujourd'hui il y a un flash code en face du produit local qui présente le portrait de l'agriculteur mais aucune donnée ne permet de connaître le nombre de consultations à l'heure actuelle.

Diego Courtois enchaîne en présentant le projet « Géofarming » : il s'agit d'une déclinaison du « géocaching » (positionnement par GPS pour obtenir des infos sur le site), axée sur le monde agricole.

L'objectif est de valoriser le patrimoine agricole francilien en utilisant des techniques modernes de communication. Le principe est de répondre à des énigmes ludiques pour découvrir le territoire.

La communication se fera essentiellement au travers des restaurants inscrits dans la démarche Assiette Verte. L'outil en développement actuellement, sortira au cours du 2e semestre 2014 de manière à proposer immédiatement plusieurs parcours aux utilisateurs qui pourront d'ailleurs également créer leurs propres parcours et les mettre à disposition des autres utilisateurs (sous réserve de la validation du parcours par Fondaterra). Cette option implique que les « utilisateurs créateurs » rencontrent les responsables des fermes pour obtenir, si nécessaire, l'autorisation de passage sur la ferme et les informations concernant les énigmes. Ainsi, les utilisateurs, de manière autonome et en démarche volontaire participent à l'Education à l'Agriculture et à l'Alimentation.

Un site web est donc en prévision pour présenter les parcours et permettre aux usagers d'y inscrire les leurs. Les détails des parcours seront précisés au départ ce qui permettra aux utilisateurs d'adapter leur choix à leurs attentes / envies.

Fondaterra initiateur du projet, n'est pas le seul détenteur de l'outil, il y a d'autres partenaires, mais reste le porteur du projet.

Questions d'éclaircissement ou enrichissement

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Invite Diego Courtois à informer le CEEF et l'ARENE pour faire la promotion de l'outil Geofarming et précise que cette technique pourrait aussi permettre de moderniser des outils anciens et les remettre en action, recréer de l'intérêt sur des outils délaissés.

Un participant

Comment programmer les points GPS ?

Diego Courtois - Fondaterra

Nous avons été formés par une entreprise spécialisée dans le Géocaching (données GPS, temps de parcours, points d'intérêts, facilité de compréhension des énigmes, ...)

Un participant

Comment être sûrs qu'on va pouvoir faire bouger les parisiens ?

Diego Courtois - Fondaterra

Le projet « Assiette Verte » cible une clientèle très urbaine et a permis de montrer qu'elle s'intéressait néanmoins à l'agriculture locale et de proximité donc nous pensons pouvoir également la mobiliser sur le Géofarming.

Marion Le Quéré - PNR du Gâtinais Français

Les sentiers d'interprétation peuvent aussi servir de support d'animation pour les groupes autonomes, relayés notamment par les offices de tourisme.

Elle rappelle que les sentiers d'interprétation ont aussi un impact sur l'environnement, il faut donc maintenant privilégier les moyens de communication modernes.

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Rappelle l'importance de penser à adapter les outils aux personnes en situation de handicap.

Un participant

Souligne qu'il existe des associations de bénévoles qui travaillent sur des projets de remise en conformité des outils de loisirs extérieurs (bornes randonneurs, ...)

Les 3 recommandations de l'atelier

Hélène Sanchez – ARENE Île-de-France

Parce qu'il est l'heure de conclure cet atelier, nous pourrions faire plusieurs recommandations dans le cadre de la dynamique régionale :

- se tourner vers / s'inscrire dans les projets européens pour un apport financier plus conséquent et bénéficier des expériences des autres pays - les PNR peuvent être un support car ces projets de subvention sont très complexes à monter
- bien définir les publics à cibler pour optimiser sa communication et les moyens/outils mis à disposition
- créer des outils collaboratifs au service de la dynamique qui fédèreraient des initiatives du public et l'impliqueraient davantage dans l'Education à l'Agriculture et l'Alimentation

CONCLUSION de la journée

Pascal Legras, président, A la Découverte de la Ferme

Jean Pierre Debrosse, coordinateur thématiques Agricultures, Alimentations, Forêts et Développement Durable, Bergerie Nationale 3DFI

Les recommandations issues des six ateliers font apparaître trois familles de besoins :

- mieux se connaître entre acteurs de l'EEDD « agricultures alimentation »,
- mieux se faire connaître,
- mettre des outils en commun et des recommandations quant à la mise en œuvre des réponses à ces besoins.

Mieux se connaître :

La poursuite de ce type de rencontres régionales annuelles doit être un des premiers outils à faire perdurer. Mais il doit être associé et ou complété avec des visites de terrains dans nos structures, des ateliers d'échanges de pratique et de perspectives pour construire une culture commune à notre secteur d'activité.

Mieux se faire connaître :

La mise en place d'outils communs de communication : annuaires, cartes interactives, sites... Ils devront être à différentes échelles et types d'activité.

Des outils à partager :

Un répertoire des projets menés est à mettre en place ainsi qu'un réseau de personnes relais porteurs de ces projets pour les diffuser.

Un outil collaboratif des outils pédagogiques est à créer permettant à chacun de faire partager ses expériences et de bénéficier de celles des autres. Dans cet outil une place particulière sera faite aux démarches liées à l'école amenant la sensibilisation et la réflexion notamment sur les différentes méthodes de production en agricultures. Les enseignants et leurs expériences seront associés à ce travail. Plus généralement les initiatives et les implications de tous nos publics feront l'objet d'un recensement et d'une analyse spécifiques dans cette base de données.

A côté de ces outils didactiques, il est apparu que la création d'un service de collecte du lait en Île-de-France est indispensable pour développer les circuits courts et leurs déclinaisons pédagogiques.

Modalités de fonctionnement :

Un collectif est à mettre en place fonctionnant sur le mode coopératif. Le premier principe de ce collectif serait que chaque structure apporte et retire du fonctionnement en réseau sans qu'il y ait des producteurs et des consommateurs mais des membres aux bénéfices partagés. Le deuxième principe de notre organisation serait la non prolifération des réseaux pour limiter l'essoufflement de l'investissement de chacune de nos structures en limitant les événements et les réunions. Enfin la recherche de partenariat sera la troisième de nos modalités de fonctionnement et de financement et cela aux différentes échelles : locale, départementale, régionale et européenne.